

Copenhague

Le problème de fond du Sommet de Copenhague ? La reconnaissance par les pays industrialisés de leur responsabilité historique quant au réchauffement climatique, et donc de l'ampleur de l'effort à fournir, notamment en termes d'aide financière aux pays en développement. Les pays du Sud réclament en effet le maintien du protocole de Kyoto, seul traité international contraignant en matière de réduction de gaz à effet de serre (GES) pour les pays l'ayant ratifié, en l'occurrence l'ensemble des pays industrialisés, à l'exception criante des États-Unis. Or, ce protocole n'est valide que jusqu'en 2012, alors même qu'il a fallu attendre 7 ans après sa ratification première en 1998 pour le voir finalement mis en œuvre en 2005. Pourtant, certains pays aimeraient d'ores et déjà éviter de le prolonger sur 2012-2020.

Par ailleurs, un nouveau projet est discuté : celui d'une convention sur le climat, un texte d'accord politique général engageant les chefs d'Etat, sans être contraignant pour les parlements, avec pour objectif une stabilisation à long terme des GES. Cet accord devrait notamment permettre de pousser les États-Unis, premier pollueur de la planète, à entrer dans un processus de réduction de leurs émissions de GES. Car les États-Unis ne sont toujours pas prêts à ratifier le protocole de Kyoto.

Kyoto en question

Les pays industrialisés ont prévenu à cet égard : hors de question de le reconduire sans un texte parallèle engageant les Américains. Parmi les partisans de cette seconde voie, l'Australie, le Japon, le Canada et certains membres de l'Union européenne (UE), qui rejettent de fait Kyoto. Ces pays se verraient ainsi placés au même niveau de responsabilité que les grands pays émergents, à commencer par la Chine. C'est là que les choses se compliquent. Les pays pauvres et en développement, appréhendent un marché de dupes et refusent d'abandonner Kyoto. De plus, les petits États insulaires – qui craignent de disparaître sous l'eau – et plusieurs pays africains exigent que la limite à ne pas franchir en termes de hausse des températures soit établie à 1,5°C et non à 2°C, ce qui implique une réduction drastique de GES, soit près de 95% d'ici 2050,

Les tensions se succèdent à Copenhague. Aux problèmes organisationnels liés à l'affluence de journalistes, d'observateurs, d'ONG et de militants venus du monde entier s'ajoutent ceux plus sérieux des négociations entre pays du Nord et pays du Sud. Explications.

et donc un engagement plus ferme des grands pays émergents.

A ces questions de fond s'ajoutent des problèmes d'organisation de la conférence sur les changements climatiques, à tel point que la présidente de l'événement, la ministre danoise de l'Environnement Connie Hedegaard a présenté sa démission. Parmi les problèmes critiqués : 46 000 participants pour un lieu – le Bella Center – qui ne peut en contenir que 15 000, plus de 6 heures d'attente pour obtenir un badge d'accréditation, un service d'ordre onusien inexistant aux endroits de friction, des ONG exclues du Bella Center. Enfin, certains pays, à leur tête la Chine, ont accusé la présidente d'avoir entamé l'élaboration d'un texte avec un groupe de ministres arrivés plus tôt que prévu – pour la plupart de pays industrialisés – en l'absence de l'ensemble des parties prenantes comme le veut la procédure onusienne, bâtie de surcroît sur l'unanimité des 193 membres présents ! Entre les petits pays insulaires et les pays producteurs de pétrole qui veulent conti-

nuer à vendre leur énergie, en passant par les pays industrialisés qui redoutent de perdre plus d'emplois et les pays en développement non disposés à se serrer la ceinture, chiffrant à l'envi la responsabilité historique des pays industrialisés, l'unanimité ne sera pas une mince affaire. «400 millions d'Indiens n'ont pas l'électricité. Vous ne pouvez pas leur demander d'éteindre la lumière pour le climat», a résumé mardi 14 décembre Yvo de Boer, le secrétaire général de la conférence de l'ONU sur le climat.

Pour l'heure, alors que l'on entre dans la phase finale de la conférence, pays du Nord et du Sud sont incapables de se mettre d'accord sur des objectifs de réduction des GES à la fois ambitieux dans le chiffrage et contraignants

a chaud

dans la forme. La Chine et les États-Unis en particulier s'accusent mutuellement de ne pas en faire assez. Le ministre suédois de l'Environnement Andreas Carlgren, dont le pays préside actuellement l'UE, a ainsi déclaré : «Il y a 2 pays qui représentent la moitié des émissions mondiales [...]. Nous attendons toujours de leur part qu'ils relèvent leur niveau d'ambition en termes de réduction d'émissions.» Pour le président vénézuélien Hugo Chavez, «un fantôme hante les rues de Copenhague, mais personne ne veut le nommer : el capitalismo.»

«Le fantôme capitaliste»

Lundi 14 décembre, le G77 – qui rassemble les pays émergents comme la Chine ou l'Inde, les pays en développement mais aussi les pays les plus pauvres de la planète – a refusé de prendre part aux discussions, avant de rejoindre les discussions en séance plénière en début d'après-midi. De leur côté, les États-Unis ont confirmé qu'ils ne reverraient pas à la hausse leurs objectifs de réduction d'émission de gaz à effet de serre à l'horizon 2020. Pour rappel, Barack Obama a proposé de réduire d'ici là les émissions de CO2 aux États-Unis de 17% par rapport à 2005, ce qui correspond à une réduction d'environ 4% seulement par rapport à leur niveau de 1990.

Devant cette impasse, Paris tente de rallier les pays africains en fixant des objectifs chiffrés sur la limitation de la hausse des températures à 2°C et sur le financement à prévoir. Dans leur appel commun pour un accord ambi-

teux à Copenhague, le président français et le Premier ministre éthiopien, porte-parole des 51 pays africains pour les discussions sur le réchauffement climatique, demandent «une réduction de 50% des émissions globales de CO2 par rapport à 1990» ; un chiffre conforme à ce que recommande le Groupe intergouvernemental d'étude climatique (GIEC).

La France n'est pas seule à mener cette stratégie. Le président français, la chancelière allemande et les Premiers ministres britannique, suédois, danois, espagnol et italien se sont partagé le travail en marge du Conseil européen. L'enjeu consiste notamment à contrer la tentation de la Chine de parler pour les pays en développement et de jouer de son appartenance au G77, présidé par le Soudan avec lequel Pékin entretient des relations privilégiées... Lors du dernier sommet européen, les 27 ont d'ailleurs annoncé qu'ils allaient apporter 2,4 milliards d'euros sur les 7 milliards nécessaires annuellement pour financer le *fast start* pour soutenir les pays émergents entre 2010 et 2012. Reste la déclaration très attendue par tous les participants de Barack Obama, présent vendredi dans la capitale danoise. Tentant d'apaiser les inquiétudes qui s'expriment depuis plusieurs jours, il s'est voulu rassurant, affirmant être «persuadé qu'un accord opérationnel» peut être conclu. En attendant les résultats du Sommet, le peu envié «grand prix de la sirène en colère», une distinction visant à dénoncer une entreprise faisant pression sur les négociations climatiques à Copenhague, a été attribué à Monsanto. Ce géant agricole américain a été nommé «pour la promotion de ses cultures d'OGM comme une solution au changement climatique ainsi que pour son incitation à les utiliser pour la production de biocarburants», explique l'ONG écolo «Les amis de la Terre» dans un communiqué. «Shell, le géant de l'industrie pétrolière, est arrivé en seconde position pour son lobbying destiné à saboter une action efficace contre le changement climatique, tout juste suivi par l'Institut Américain du Pétrole», précise l'ONG. Sur place, les militants continuent de scander inlassablement : «Notre climat, pas vos affaires.»

AMINA BOUBIA